

## **Un Renault d'après qui ressemble à celui d'avant avec moins d'emplois et moins d'usines, mais toujours avec la même quête de profits !**

« *Luca de Meo, le dernier espoir de Renault* » a-t-on pu lire dans le journal Le Monde du 30 juin 2020. Tombé sous le charme du nouveau Directeur Général de Renault, le journal y voit un homme parlant « *dans un français fluide mâtiné d'accent italien, un léger sourire aux lèvres qui lui donne un je-ne-sais-quoi de charme, même quand le ton se fait grave. C'est peu dire qu'il est attendu, le nouveau boss. Espéré, même, dans une entreprise traumatisée...* »



### **Pourtant, les hommes providentiels n'existent pas**

Si le style de Luca de Meo tranche avec celui de Carlos Ghosn, sur le fond rien n'a changé :

- **Le même salaire indécent** : 1,3 million d'euros de salaire annuel et une part variable indexée sur ses performances (1,95 million et 75 000 actions Renault), qui peuvent faire grimper sa rémunération à 6 millions, plus de 300 fois le SMIC.
- **La même recherche du profit pour le compte des actionnaires** : Carlos Ghosn ne jurait que par « la croissance rentable ». Pour Luca De Meo, ce sera la « création de valeur » et la « rentabilité ». Où est la différence pour les salariés et pour l'environnement ?

### **Producteurs sauvons-nous nous-mêmes !**

Les salariés ont tous des choses à dire sur ce que Renault doit faire pour assurer son avenir dans un contexte d'urgence climatique et sociale. Chacun est porteur d'expertise et de savoir-faire. SUD lance une grande initiative pour recueillir vos avis et vos propositions. Faites-vous entendre !

Participez à l'enquête **Renault et le monde d'après** : Scanner ce QR Code  
Ou rendez-vous sur : [sudrenault.org/enquete-renault-et-le-monde-d-apres](https://www.sudrenault.org/enquete-renault-et-le-monde-d-apres)



## **Renaulution : une casse sociale**

Le nouveau Directeur Général de Renault a une vision : la « *Renaulution* » qui serait une « *Renault-Révolution à la française* » ! Mais les beaux discours ne font pas les bonnes stratégies.

Derrière la « vision » de Luca De Meo, c'est toujours la même finalité recherchée : faire de la marge en réduisant les effectifs et en fermant des sites. Rien de nouveau sous le soleil.

Les deux derniers accords de compétitivité devaient garantir « une nouvelle dynamique de croissance et de développement social » (accord 2013) et une « performance durable de Renault en France » (accord 2017). En fait, ils ont permis à Renault de supprimer 12% des effectifs et de faire 25 milliards d'euros de bénéfices ces dix dernières années, sans assurer l'avenir des emplois.

# Il faut sortir de l'obsession financière

Pour SUD, l'heure est au refus de cette spirale infernale et à la mobilisation :

- **Ce ne sont pas aux salariés de payer les erreurs de la direction de Renault, focalisée sur la marge opérationnelle et la hausse des dividendes.**
- **Ce ne sont pas aux salariés de payer la course à la productivité et les crises cycliques du marché automobile.**
- **Ce ne sont pas aux salariés de payer pour sauver la mise aux actionnaires.**

## D'autres solutions existent pour préserver emplois et salaires

Sans sacrifier son activité de conception et de production de véhicules (mais en développant des véhicules vertueux conçus pour minimiser l'impact environnemental à toutes les étapes de leur cycle de vie), Renault doit se diversifier. **Cette diversification doit viser des produits socialement utiles, la finalité étant de concourir au bien commun.**

→ « Nous réaliserons 20 à 30% de notre activité dans des domaines n'ayant rien à voir avec le secteur automobile traditionnel », nous dit encore Luca De Meo.

Chiche ! Mais il est révélateur que le premier domaine d'activité cité par De Meo soit les FinTech. Derrière cette contraction de Finance et de Technologies, on trouve des startups utilisant les technologies du numérique, du mobile ou de l'intelligence artificielle pour fournir des services financiers : banques en ligne, plateformes de financement participatif, comparateurs d'assurance...

**Si c'est ça l'avenir de Renault, ça ne fait pas rêver. Et cela ne va pas remplir les usines !**

Pour SUD, il faut miser sur les connaissances et les savoirs des salariés pour concevoir des produits de haute technicité, et les produire en favorisant le tissu industriel local et régional.

## Du 5 au 8 octobre 2020, élection des administrateurs salariés au Conseil d'Administration

Vous avez dû recevoir par courrier à votre adresse personnelle l'ensemble des professions de foi des candidats aux élections CA, ainsi que le mode d'emploi et votre identifiant pour pouvoir voter par vote électronique. Si ce n'est pas le cas, signalez-le à votre hiérarchie (RH...) et faites-le nous savoir.

Nous vivons un moment charnière. Il est vital qu'une voix singulière s'exprime au plus haut niveau de l'entreprise :

**Votez SUD**

**La Démocratie en recul :** Cette année, la direction de Renault veut que les résultats des élections CA ne soient plus détaillés site par site comme avant. Elle invoque le secret du vote qui ne serait pas garanti dans certaines petites entités. Ce serait donc au nom de la démocratie qu'elle réduirait la transparence ! Pourtant lors des élections présidentielles ou législatives, nous avons tous accès aux résultats des votes par commune. SUD demande à la direction de rétablir la disponibilité des résultats des votes par site.

**Croire au messie aujourd'hui n'évitera pas un effondrement des emplois demain. A moins d'être d'accord qu'il faille en passer par là pour que l'entreprise verse à nouveau des dividendes et que ce soit toujours ceux d'en haut qui gagnent, tous les salariés (APR, ETAM, Ingénieurs...) peuvent se faire du souci pour leur avenir.**

## Ce qui risque d'arriver a déjà commencé

En avril, le président de Renault Jean-Dominique Senard déclarait sur RTL « *qu'il n'y aura pas de souffrance sociale chez Renault* ». Mais dans les salons de Boulogne, la direction a toujours de l'imagination pour réduire les effectifs : Plan Social, Ruptures conventionnelles collectives, ou encore mettre la pression pour pousser certains à la démission ou sinon des Plans de Progrès Individuels (PPI) avec au bout des licenciements pour insuffisance professionnelle...

**Ne laissons pas faire. Votre vote d'octobre 2020 construit la contestation de 2021**